La mafia, approche institutionnelle

Description

La mafia inquiète, gangrène la société tout entière. Cette affirmation résulte d'une confusion des genres est difficile de définir la mafia qui traditionnellement assimilée à l'Etat en Russie devient omniprésente. Abus de langage ?

La mafia est généralement rapportée aux réseaux de l'économie parallèle, aux réseaux de survie apparus spontanément durant la période soviétique et qui se sont généralisés à toutes les sphères d'activités : éducation, santé, économie etc. Mais depuis la fin de l'URSS, cette économie de l'ombre et la mafia sont deux réalités distinctes. Il faut distinguer les petits arrangements entre connaissances du crime organisé dont l'impact économique dépasse largement le cadre national. L'affaire de New York en est une illustration. La pègre russe a mis en place des règles, une justice, un système de valeurs et de normes de comportement propres qui concurrencent le système légal et débordent les frontières de l'Etat pour agir à l'échelle du globe.

Structure mafieuse et Etat duel

Pourtant en Russie, la confusion est tenace car l'organisation des gangs mafieux est empreinte d'une culture locale spécifique. A.N Oleynik, a mis en évidence la similitude très forte entre la structure particulière du système du mafieux dans la société post-soviétique et le monde carcéral, hérité du régime totalitaire. Il décrit la prégnance des stigmates de l'univers pénitentiaire dont on retrouve des traces dans l'ensemble de la société russe contemporaine, à sa base comme dans l'édifice institutionnel: un appareil de direction coupé de la société, administrant les citoyens selon ses propres impératifs, des relations hiérarchiques autoritaires, l'absence de mécanismes de médiation et de représentation sociale privant les individus de toute sortie du système, dont il découle logiquement une grande violence.

A cela il faut superposer la survivance d'une forme de compromis tacite entre les individus et l'Etat soviétique accordant une certaine autonomie aux citoyens en échange d'un laisser faire politique et d'une absence de remise en cause des fondements même de l'organisation politique. Ce pacte avec le diable ne doit pas faire croire à une situation statique. Au contraire il s'est traduit par une oscillation constante entre rejet et acceptation du pouvoir, par des jeux d'influence transcendant les divisions traditionnelles public/privé qui marquent encore les esprits aujourd'hui. L'Etat soviétique peut être rapproché de l'Etat exploiteur de Douglass North, ses intérêts coïncidant tantôt avec ceux des partisans d'un renforcement du contrôle, tantôt avec ceux d'une libéralisation de la vie quotidienne. C'était un appareil guidé par les intérêts privés de ses agents pragmatiques dont les choix sont fonction de la conjoncture socio-économique et de la pression des différents acteurs et groupes d'influence.

Mafia et pouvoir dans l'opinion publique

Les Russes se représentent l'Etat comme un groupe de personnes monopolisant le pouvoir grâce à l'importance de ses ressources, un acteur privé. Cette perception explique en partie l'amalgame fréquent entre Etat et mafia dans l'opinion publique. A la question " Qu'entendez-vous par Mafia ? " posée par le VCIOM au début des années 90, plus de deux tiers des personnes interrogées évoquent l'Etat (Levada Yu., Op.cit., p.41 : tableau 1).

Un Etat gangrené par des groupes de nomenklaturistes, de la famille présidentielle au KGB, qui s'approprient et "privatisent" l'espace public tandis que les institutions de la société civile se sclérosent, vivotent dans un "Etat" de décomposition avancé. Ce jugement négatif porté sur les institutions officielles témoigne de la méfiance envers des pouvoirs publics aux rouages opaques (les sondages montrent en effet un leur fort rejet "pjat' mesjacev s Putinim" : www.polit.ru, le 13 juin 2000). Il révèle une fois encore le jugement pragmatique des individus qui retrouvent dans le fonctionnement de l'appareil les mêmes principes que ceux prévalant dans le reste de la société, la primauté des intérêts privés sur l'intérêt général. Les Russes détestent l'Etat qu'ils considèrent injuste et voleur. Pour autant, la

condamnation n'est jamais totale puisque le pouvoir politique s'offre comme le miroir indécent du mode d'organisation de la société tout entière.

Ainsi, on saisit plus facilement l'attitude de l'opinion envers le Président Poutine. Ce dernier bénéficie d'un large soutien des Russes bien que sa politique n'ait eu pour le moment de répercussion positive. Il a été élu président sans aucun programme. Malgré tout, plus de deux tiers des Russes (69% en avril 2000, 71% en mai 2000, 75% en février 2001) lui accordent toujours leur confiance. Il ne s'agit pas d'une adoration béate puisque seuls 3% des Russes reconnaissent avoir de l'admiration devant V. Poutine. L'attitude dominante a son égard est même réservée : "Je ne peux dire rien de mal a propos de lui" est un propos récurrent.

Ce constat déroutant vient confirmer de notre hypothèse de départ selon laquelle les Russes oscillent entre un rejet d'un pouvoir défini comme froid et vénal et une condescendance envers des pratiques condamnables mais généralisées. "Il est comme nous" reconnaissent finalement 32% des Russes qui ressentent de la sympathie pour le Président.

Néanmoins, pour une bonne lecture de la société contemporaine il ne faudrait pas, comme les Russes, faire d'amalgame entre corruption et mafia, entre les petits arrangements de la vie quotidienne auxquels participent tout un chacun et les organisations criminelles, véritables réseaux mafieux structurés en "brigades".

Etat-mafia ?

Il ne fait aucun doute que la criminalité organisée fait partie du paysage de la Russie d'aujourd'hui. Les mafias couvrent et se querellent l'ensemble du territoire, même depuis l'étranger. Elles ont pénétré tous les secteurs d'activité et luttent maintenant pour le monopole.

Une partie des Russes éprouve pour les bandes criminelles un sentiment de répulsion attraction qui s'exprime parfois dans une fascination pour les succès fulgurants de ces riches hommes d'affaires qui roulent en 4×4 blindés et alignent des liasses de billets verts sur les comptoirs. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ces derniers sont classés par la population parmi les trois groupes socioprofessionnels qui ont bénéficié des réformes des années 90 (Mansurov V, Op., cit. , 16 : tableau 2). La mafia a pris une place croissante dans le quotidien des gens. Elle est entrée dans la vie quotidienne comme sur les petits écrans, jusqu'à devenir un phénomène banal, dont la compréhension est d'autant plus complexe. Elle s'est immiscée durablement dans la sphère économique et les individus ne savent plus vraiment à qui ils ont affaire.

Mafia et institutions

A N. Oleynik, dans ses recherches a montré par ailleurs la concurrence de l'Etat et la criminalité organisée, leur rivalité et leur volonté de s'imposer comme les détenteurs de la violence légitime. Dans la seconde moitié des années 90, leaders politiques et patrons de réseaux mafieux se sont affrontés pour contrôler des pans entiers du territoire. Les fiefs électoraux sont devenus de véritables champs de bataille et les médias locaux les armes d'une lutte acharnée pour le pouvoir qui s'affranchit de la légalité. Ces guerres des chefs ont nuit largement à l'image du pouvoir politique déjà affaibli. Il a perdu sa dernière légitimité à faire respecter "un ordre qui se fonde sur des règles compréhensibles pour la population, à maintenir l'équilibre de la société ".

A. Oleynik a montré comment cette concurrence a favorisé la création d'un marché très particulier de la protection corporelle dans lequel l'Etat et les criminels proposent chacun une offre de services pour assurer la sécurité des personnalités locales.

La situation économique a ravivé notamment la rivalité entre ces deux agents pour le contrôle des ressources naturelles dont l'exploitation s'avère extrêmement rentable. Mais le secteur bancaire, réseaux de circulation des titres de paiement, n'est pas en reste. Si au début des années 90, l'Etat avait de facto relâché son contrôle sur les activités des banques, la politique d'assainissement du système financier annoncée par l'actuel gouvernement vise notamment à chasser de cette sphère les éléments indésirables, les opérateurs suspects de blanchiment et d'autres activités illégales mais surtout ceux qui dérangent le pouvoir en place.

Le champ d’activité des réseaux mafieux criminels, solidement constitués s’est progressivement rapproché de l’espace public. Pour assurer leur longévité, ils se plient aux règles de la démocratie libérale, tentent de s’institutionnaliser de s’acheter une image présentable auprès de la population à grands renforts de campagnes médiatiques. Ils cherchent à faire peau neuve en jouant le jeu institutionnel. Les oligarques ont compris qu’ils devaient intégrer la sphère légale, officielle. C’est pourquoi on assiste ces dernières années à un étrange ravalement de façade, dans une confusion des genres dont personne n’est dupe. Ce blanchiment des personnes écœure d’autant les spectateurs qui observent impuissants ces manipulations « d’en haut ».

Hélas, sans un changement profond de la nature de l’Etat cette lutte ne sera que chimère, une guérilla entre deux mafias.

Par Elena SILAEVA


Retour en haut de page

date créée
01/04/2003
Champs de Méta